

## Le CAP participera aux élections. La LCR a plaidé contre

Écrit par David Dessers

Jeudi, 15 Février 2007 02:00 -

---

La "deuxième conférence nationale" du Comité pour une autre politique (CAP) a eu lieu le samedi 3 février à Bruxelles avec la participation de 250 personnes environ. A la fin de la conférence, une large majorité a décidé que le CAP participera aux élections fédérales du 10 juin, tant en Flandre qu'en Belgique francophone. La LCR a plaidé contre une telle participation et nous publions ci-contre des extraits de la lettre ouverte qui a été diffusée afin d'expliquer cette décision.

La conférence du 03 février n'a pas été un franc succès. Personne n'a évidemment prétendu que nous serions à nouveau capables de rassembler 650 personnes puisqu'aucune campagne publique n'avait été menée pour cette seconde conférence. Néanmoins, le fait qu'il y avait 400 personnes en moins qu'à la conférence du 28 octobre représente bel et bien un recul significatif. Et cela s'est bien entendu reflété au cours des débats. L'une des raisons réside dans la rupture produite entre-temps avec Une autre gauche (comme conséquence logique de la décision incompréhensible de construire des comités CAP en Wallonie, en concurrence avec UAG). La présence des francophones était donc minime. Mais il faut également souligner l'absence notable, par rapport au 28 octobre, de délégués syndicaux indépendants et de militants des mouvements sociaux.

La conférence s'est penchée sur la question de savoir si le CAP devait participer ou non aux élections fédérales et sous quelle forme. Car dans l'affirmative, il y avait le choix entre participer avec ses propres listes sous le nom CAP ou de donner suite à une proposition de Groen, à savoir placer des candidats CAP sur ses différentes listes pour la Chambre et le Sénat. Une tendance très forte existait afin de se présenter partout. Une telle option aurait pu être acceptable selon nous si la possibilité d'obtenir un score important dans l'une ou l'autre région, surtout à Anvers où, théoriquement, Jef Smeets aurait été candidat existait. D'autant plus qu'une possibilité réelle de parvenir à un cartel CAP-PTB était à l'ordre du jour il y a quelques semaines à peine. Le PTB avait en effet accepté d'entamer des négociations dans ce sens avec le CAP. Il y a été en vérité avec des pieds de plomb, poussé et contraint par le succès numérique du 28 octobre, par la percée médiatique de Smeets et du CAP en Flandre et sans doute par une partie de sa propre base et sympathisants qui voyaient d'un bon oeil une liste anversoise emmenée par Smeets et Dirk Van Duppen. Une telle liste aurait été un événement historique et aurait certainement apporté un résultat significatif, porteur d'espoir et aurait servi de point d'appui pour débloquer la situation ailleurs. C'est pourquoi nous avons plaidé pour une telle issue dans le CAP.

Malheureusement, tel n'a pas été le cas. Alors qu'un accord était pratiquement acquis (seul restait à discuter des places); via un de ses journalistes actif dans Indymédia, le PTB a habilement divulgué une interview de Smeets où ce dernier annonçait clairement qu'il se

## **Le CAP participera aux élections. La LCR a plaidé contre**

Écrit par David Dessers  
Jeudi, 15 Février 2007 02:00 -

---

refusait à se présenter sur une liste, car étant " trop âgé ". Du coup, le PTB a exploité cette déclaration pour mettre publiquement un terme aux négociations, tout en disant "le regretter". Par ailleurs, ni Lode Van Outrive, ni George Debunne ne sont également candidats. Autrement dit, les principaux atouts qui faisaient d'une participation électorale du CAP ne sont plus réunis.

Outre les choix relatifs aux élections, une proposition du programme électoral et un plan de campagne ont également été soumis au vote le 03 février.

Une large majorité a finalement opté pour aller aux élections avec des listes CAP. Le programme électoral et le plan de campagne ont également été acceptés majoritairement. Mais nous pensons que cela s'est fait avec trop peu de questions et de débats. Et la discussion a parfois été carrément houleuse, sans parler du déroulement lui-même de la conférence et de son animation. Ainsi, la personne qui a introduit et ouvert le débat l'a fait "au nom de la direction" mais en présentant immédiatement et uniquement une seule option comme souhaitable. Les introductions avec des informations incomplètes et partiales, les interventions démagogiques, la manipulation des opinions, les applaudissements et les cris "d'enthousiasme" pour le moins excessifs, n'ont pas manqué et n'ont fait que peser sur la qualité des débats et l'ambiance. Une des présidentes de la conférence a même manipulé le chronomètre des interventions en doublant le temps de parole des orateurs avec lesquels elle était en accord. Quant au sujet de la rupture avec UAG, ces introducteurs n'en ont pas soufflé mot, comme si les membres du CAP n'avaient pas droit à ces informations.

Le CAP participera donc aux élections. En Belgique francophone, ce sera sur une base particulièrement étroite puisque les "comités CAP" ne sont animés et constitués quasi exclusivement que par des membres du MAS. Mais en Flandre également la base a tendance à se rétrécir au lieu de s'élargir depuis le 28 octobre. Le plan de campagne adopté n'offre pas beaucoup de clarté ni de garantie quant à la possibilité d'avoir le budget conséquent et nécessaire pour mener à bien une véritable campagne. Les figures de proue du CAP, Lode Van Outrive et Jef Sleenckx ont une fois de plus laissé le mouvement dans la confusion et l'incertitude concernant leur propre engagement personnel dans ces élections. Enfin, il faut souligner qu'au moment du vote final, plusieurs dizaines de personnes avaient quitté prématurément la salle. Un signe de mauvais augure ?

---

## **Lettre ouverte de la LCR au CAP**

Nous sommes arrivés aujourd'hui, avec notre Comité pour une autre politique, à un moment clé.

## Le CAP participera aux élections. La LCR a plaidé contre

Écrit par David Dessers  
Jeudi, 15 Février 2007 02:00 -

---

Les élections approchent à grands pas. Au cours de ces dernières semaines, une série d'événements négatifs se sont accumulés. Où en sommes-nous aujourd'hui et comment devons-nous avancer ?

Le CAP s'est constitué sur base de la lutte contre le pacte de génération. L'ABVV est entré en conflit ouvert avec le Sp.a. et notre évaluation à ce moment-là était que ce choc frontal ouvrait un espace politique pour quelque-chose de nouveau à gauche, pour une force politique alternative qui affronte réellement la politique néo-libérale du gouvernement. Autour de Jef Sleenckx, Lode Van Outrive et Georges Debunne s'est formé un véritable pôle d'attraction avec lequel nous avons essayé de persuader plusieurs secteurs que l'objectif de lutter contre le pacte de génération impliquait de rompre avec le Sp.a afin de poser un jalon vers une nouvelle initiative à construire. (...) Force est de constater aujourd'hui que très peu des syndicalistes qui ont livré le combat contre le pacte de génération ont osé faire le pas de rejoindre le CAP. À l'exception de quelques militants individuels ou de certains responsables locaux de l'ABVV ou du Sp.a, aucune rupture significative ne s'est produite

Selon nous, la construction d'un nouveau pôle politique contre le néolibéralisme capable de participer de manière crédible aux élections doit satisfaire un certain nombre de conditions. Premièrement, nous devons réussir à persuader des secteurs significatifs du mouvement syndical, mais aussi des autres mouvements sociaux pour les engager dans cette nouvelle initiative. Ce processus se déroule laborieusement si on le compare, par exemple, avec la WASG/Linkspartei allemand. (...) Deuxièmement, il est selon nous important de parvenir à construire une force politique alternative pour toute la gauche. Comme Bruno Verlaeckaert (responsable ABVV-Anvers, NDT) l'a déclaré dans une interview: il y existe un espace pour une telle alternative, mais seulement pour une seule alternative. C'est pour cela que nous avons plaidé pour la coopération avec le PTB, tout en sachant que ce parti fait figure de repoussoir pour beaucoup de gens à gauche. Le PTB n'a finalement pas voulu l'unité en l'absence des voix de Jef Sleenckx, car il n'était pas intéressé par une véritable coopération avec le CAP seul. Troisièmement, pour participer de façon crédible aux élections, il faut au minimum présenter quelques figures de proue connues pour lesquels les gens pourront voter et s'identifier. Désormais que Jef et Lode, pour des raisons compréhensibles, déclarent ne pas vouloir être candidats, nous sommes face à très grand problème.

Nous devons reconnaître que la composition actuelle du CAP est très limitée. (...) Ce n'est pas en soi un problème à condition d'être bien conscients de ces limites. Car nous ne considérons pas le CAP en tant que tel comme le " nouveau parti " en gestation. Le CAP est plutôt un instrument pour prendre des initiatives vers ces couches au sein du mouvement ouvrier qui sont à la recherche de quelque chose d'autre. (...)

## Le CAP participera aux élections. La LCR a plaidé contre

Écrit par David Dessers  
Jeudi, 15 Février 2007 02:00 -

---

Le 28 octobre, la perspective de participation d'élection a été posée et approuvée. Nous croyons aujourd'hui toutefois que le minimum minimorum pour réaliser cela d'une façon crédible est absent. Les conversations avec le PTB ont échoué. Un cartel avec Groen ! ne serait pas totalement impossible mais il se heurte à de sérieuses objections : la possible participation gouvernementale des verts, l'obstacle pour beaucoup de militants ABVV de voter pour une liste verte, etc. Cela signifie que nous n'avons pas beaucoup d'atouts pour aller aux élections. Sans figures de proue, et de plus avec peu de moyens financiers ou structurels. De cette façon, il est impossible d'espérer obtenir un score supérieur à 1 %. (...) Comme si cette situation objective n'était pas encore assez difficile, il existe également au sein même du CAP des problèmes profonds. La construction de CAP francophones décidée par le MAS/LSP en Wallonie est un acte déloyal de concurrence avec notre partenaire, Une Autre Gauche (UAG). (...) Les CAP francophones restent d'ailleurs minuscules. Et leur existence complique les efforts réels des forces existantes réelles de rassembler un instrument pour une alternative politique à gauche en Belgique francophone. Cette situation de désunion absurde doit cesser et les CAP francophones doivent être dissous. Pour tout cela, nous plaidons pour laisser de côté les élections législatives prochaines et de réorienter notre travail au sein des mouvements de luttes réelles (...)